

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Le Congrès de la Fédération de la Seine (F. Lorient). — Pages oubliées : Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs (Karl Marx), Notice (Amédée Dunois).

Cronstadt (Karl Radek). — Le Lock-out des Mineurs de Grande-Bretagne (Eden et Cedar Paul). — La Conférence Internationale des Femmes Communistes (Ludmilla Stal).

## Le Congrès de la Fédération de la Seine

Comme on pouvait le prévoir, la question des statuts du Parti a donné lieu, au Congrès fédéral de Pantin, à des discussions passionnées et souvent confuses. Les sentiments qui ont provoqué, il y a quelques jours, l'intervention du Comité directeur et le rappel à la discipline de Frossard, ont trouvé là un terrain facile pour s'y donner libre cours. Certains camarades, d'ailleurs peu nombreux, donnaient l'impression d'être plus préoccupés de forger une arme contre le Comité Directeur que d'établir pour le Parti des statuts applicables.

Dès le début du Congrès, les Jeunesses Communistes donnent lecture d'une résolution constatant « que les organismes révolutionnaires centraux qualifiés de la classe ouvrière : Comité Directeur du Parti (S. F. I. C.), Comité Central des C. S. R. n'ont pas encore pris la position qui s'impose ». La motion ajoute qu'en face des menaces de l'impérialisme français, cette position doit être « le refus de rejoindre l'armée et la grève générale insurrectionnelle révolutionnaire ».

L'unanimité d'opinion des représentants qualifiés et responsables des organisations visées montre assez que les tendances qui prévalent actuellement dans les Jeunesses Communistes de la Seine sont inspirées beaucoup plus par de généreuses aspirations et un ardent désir d'action, que par une connaissance

approfondie de la situation générale et des possibilités d'action.

Après cette intervention, le Congrès aborde son ordre du jour, et c'est immédiatement une pluie d'amendements au texte de statuts présenté par le Comité Directeur. Il est certain que ce texte contenait des lacunes qu'il importait de combler, et certains amendements sont d'une inspiration heureuse. Dès ce moment, cependant, il est certain que la journée et même la nuit ne suffiront pas pour les discuter et en extraire ce qui doit être retenu.

Le Congrès nomme donc une commission de quinze membres chargée, pendant la manifestation du Pré-Saint-Gervais, de préparer ce travail.

Réuni à nouveau dans la soirée, le Congrès envisage l'incorporation dans les statuts d'une formule de négation de la défense nationale. Une pareille proposition n'est évidemment de nature à ne gêner aucun d'entre nous. Tous les communistes sont d'accord pour convenir que la défense nationale en régime capitaliste est une formule à l'aide de laquelle la bourgeoisie dirigeante impose au prolétariat la servitude militaire. Si le Comité Directeur n'a pas jugé utile de faire figurer cette formule dans son projet de statuts, c'est parce qu'il estime que si on introduit dans les statuts nos thèses doctrinales et tactiques, il n'y a pas lieu de

faire un choix en faveur de telles ou telles de ces thèses et qu'on doit les énumérer toutes. Les statuts sont surtout établis pour préciser l'organisation et le fonctionnement du Parti. Pourquoi, si on y parle de la défense nationale, n'y parle-t-on pas également de l'antimilitarisme en général, de l'antiparlementarisme, du centralisme ou des questions agraires et coloniales dont l'importance n'est pas moindre ?

Une autre question fut également l'objet d'une controverse mouvementée : celle de l'obligation, pour un militant, d'adhérer à la section de son domicile. On peut également invoquer, en faveur de cette thèse, comme aussi bien de la thèse contraire, une foule d'excellents arguments. Peut-être, comme on l'a dit, certains adhérents du Parti n'ont-ils le courage de se montrer révolutionnaires que loin de l'endroit où ils habitent et où ils sont connus. Le Congrès fut cependant d'avis que le postulant doit avoir la faculté de choisir sa section et que les garanties nécessaires au Parti devaient être prises, surtout en ce qui concerne le changement de section.

Avant d'aller dîner, les congressistes suppriment, dans le projet du Comité Directeur, le paragraphe qui autorise la Fédération à statuer sur une adhésion refusée par la section.

C'est une préoccupation très légitime que celle d'assurer statutairement aux sections les prérogatives sans lesquelles elles ne seraient que des cellules mortes dans un organisme forcément débile. Il a paru cependant, dimanche, que certains congressistes méconnaissaient les inconvénients qui résulteraient de la création d'organismes centraux dépouillés de tout pouvoir.

Dès la reprise de la séance, le Congrès aborde l'examen de l'article 6 sur l'obligation d'appartenir au syndicat de sa profession et le devoir de rallier la coopérative de sa localité. Sur cet article vont se greffer un grand nombre d'amendements d'une importance telle que les congressistes n'en épuiseront pas l'examen et se sépareront sans avoir arrêté le texte de cet article. La troisième section remarque que le projet du Comité Directeur ne précise pas quelle attitude les membres du Parti doivent avoir dans les syndicats. Elle propose que le noyautage communiste y soit très nettement incorporé, que les non-syndicables soient tenus d'acquiescer une cotisation supplémentaire égale à la moyenne de la cotisation syndicale.

enfin que les patrons membres du Parti ne puissent employer que des salariés syndiqués. La 18<sup>e</sup> Section est même d'avis que ces employeurs devront créer chez eux des Conseils ouvriers. Il est peu probable que le Congrès national retienne ces propositions dans les termes où elles ont été formulées au Congrès de la Seine. Si, en effet, le principe en paraît juste, leur application pratique créerait des difficultés inextricables. Frapper les non-syndicables d'une cotisation supplémentaire, c'est paralyser le recrutement du côté des techniciens et du côté des femmes.

Il est impossible, d'autre part, de prévoir la création de Conseils ouvriers chez des patrons communistes sans préciser le fonctionnement et les pouvoirs de ces conseils. Le Parti ne peut pas méconnaître que le régime capitaliste existe encore en France et que le petit patronat est soumis à ses lois. Certes, en tant que patron, le patron communiste ne nous est pas plus sympathique que le patron capitaliste. Il serait étrange cependant que, sous prétexte qu'un petit patron vient à nous, nous lui imposions des conditions que nous serons peut-être incapables d'exiger du petit patronat en période révolutionnaire.

Avant de se séparer, le Congrès statue sur une proposition de la 15<sup>e</sup> Section, tendant à interdire à tous les membres du Parti le port des décorations civiles et militaires. Il accepte cette proposition en même temps qu'il repousse celle de certains camarades ayant pour objet de préciser statutairement notre position à l'égard du cléricisme.

Ce que nous devons surtout retenir de ces premiers débats, c'est la préoccupation louable de tous les militants de doter le Parti d'un statut qui traduise aussi exactement que possible la conception qu'ils se font d'un parti de lutte de classe et de révolution, c'est-à-dire d'un véritable Parti communiste. Cette volonté est le sûr garant que l'œuvre sera menée à bien, à la condition, toutefois, que chacun n'ait qu'une préoccupation : l'intérêt général du Parti, du prolétariat international et de la révolution mondiale.

F. LORiot.



# PAGES OUBLIÉES

## Adresse Inaugurale de "l'Association Internationale des Travailleurs"

### NOTICE

Le 28 septembre 1864 eut lieu à Londres sous la présidence du professeur Edward Spencer Beesly (un des principaux représentants du positivisme en Angleterre) un grand meeting international en faveur de la Pologne, ou plus exactement de l'insurrection polonaise que le tsarisme venait pour la seconde fois d'écraser. Des démocrates et des socialistes de tous les pays, pour la plupart réfugiés politiques, y assistaient. Les ouvriers parisiens avaient envoyé une délégation au nom de laquelle Tolain prit la parole. Les orateurs ne se bornèrent pas à célébrer la Pologne vaincue ; ils dénoncèrent en paroles enflammées le despotisme que la réaction, partout victorieuse, faisait peser sur l'Europe ; ils dirent quelle aggravation de souffrances ce régime de compression universelle imposait à la classe la plus faible et la plus opprimée : le prolétariat ouvrier.

— « Les Polonais souffrent, s'écria l'un des orateurs. Mais il y a de par le monde une grande nation plus opprimée, plus foulée encore : c'est le prolétariat !

« Que de cette réunion sorte le premier cri de délivrance, et que ce cri retentisse partout où l'on meurt de fatigue et de privation ; partout où l'on est spolié, partout où l'on végète dans l'ignorance et dans la misère ; partout où les forces physiques sont atrophiées ; partout où les facultés intellectuelles sont étouffées ; partout où l'on gémit ; partout où l'on souffre ; partout où l'on a soif de justice. » (1).

L'adresse lue par Tolain, au nom des ouvriers parisiens, proclamait la nécessité de l'union des travailleurs de tous les pays. D'autres (Le Lubez, Wheeler, Eccarius, Bosquet, le major Wolff, Forbes), reprenant l'idée, développèrent un plan d'organisation internationale du prolétariat. Séance tenante, dans la

(1) Benoît Malon, qui cite ces paroles dans une brochure devenue introuvable (*l'Internationale, son histoire et ses principes*, Lyon 1872), n'en indique pas l'auteur : ce pourrait être le jeune professeur Le Lubez.

chaleur d'un enthousiasme général, on décida de réaliser d'urgence l'idée qu'on venait d'applaudir. Un comité de vingt membres fut chargé de jeter les bases de l'association, de rédiger des règlements et de préparer pour l'année suivante un congrès constituant. Parmi ces membres, Odger, Cremer, Wheeler, Lucraft, Weston, Howell, Osborne, représentaient l'Angleterre ; Le Lubez et deux ou trois autres réfugiés français, la France ; Fontana et le major polonais Wolff, l'Italie ; Eccarius et Karl Marx (membres tous deux du cercle communiste allemand de Londres), l'Allemagne.

Dès sa première séance, le Comité nomma un sous-comité chargé de rédiger pour l'Association Internationale des travailleurs (c'est le nom qui fut choisi) (1) une déclaration de principes et un projet de statuts : Marx, Wolff (ultérieurement Fontana), Le Lubez, Cremet et Weston composèrent ce sous-comité. Marx, souffrant ne put assister ni aux deux premières séances du sous-comité, ni à la seconde séance du comité. C'est donc en son absence que Le Lubez et Wolff firent approuver par le sous-comité, l'un une déclaration de principes, l'autre un projet de règlement qui prouvaient combien leurs auteurs, démocrates avant tout, étaient étrangers aux préoccupations du socialisme tel que l'entendait Max et du mouvement ouvrier tel qu'il se déroulait réellement.

Mais Marx veillait. A la troisième séance plénière du comité, le 18 octobre, il se rendit, bien décidé à faire prévaloir son point de vue. Ce qui se passa, une lettre de lui adressée à Engels va nous le dire :

« Eccarius m'ayant écrit qu'il y avait péril en la demeure, je vins, et je fus vraiment effrayé en entendant le brave Le Lubez lire un préambule d'une phraséologie effrayante, mal écrit et tout à fait enfantin... En outre les statuts italiens (2) avaient été conservés dans leurs

(1) En anglais *International Working Men's Association*.

(2) Les statuts proposés par Wolff (major polonais et disciple de Mazzini) étaient inspirés de ceux des sociétés ouvrières italiennes (mazziniennes).

traits essentiels, et ces statuts, indépendamment de leurs autres défauts, instituaient quelque chose de tout à fait inadmissible, une sorte de gouvernement central (avec Mazzini dans la coulisse, naturellement) des classes ouvrières d'Europe. Je fis quelques observations sans rien brusquer et, après de longues discussions. Eccarius fit décider que le sous-comité aurait à examiner de nouveau la chose « pour rédaction » ; toutefois les *sentiments* contenus dans la déclaration de Le Lubez furent votés. »

Il s'agissait, pour Marx, de faire écarter et la déclaration de Le Lubez et les statuts du major Wolff : « J'étais fermement décidé, écrit-il à Engels, à ne pas laisser subsister une seule ligne, si possible, de tout leur fatras. » Le 20 octobre, Cremer, Fontana et Le Lubez (Weston empêché) se réunissent chez lui. Marx propose qu'on commence par se mettre d'accord sur les statuts. Adopté. Mais à une heure du matin, on n'était venu à bout que du premier article. On décide donc de se réunir à nouveau le 27 octobre et les papiers de Le Lubez et de Wolff sont confiés à Marx à fin d'examen.

« Je vis, dit Marx, qu'il était impossible de tirer quelque chose de ce galimatias. Pour justifier la très singulière manière dont je me proposais de « rédiger » les *sentiments* déjà votés, j'écrivis une *Adresse aux classes ouvrières* (dont il n'était pas question dans le plan primitif), une sorte de revue des faits et gestes des classes ouvrières depuis 1845 ; puis, sous prétexte que tous les faits historiques étaient contenus dans cette *Adresse* et que nous ne pouvions répéter trois fois les mêmes choses, je changeai tout le Préambule, je déchirai la Déclaration de principes et enfin je réduisis à dix les quarante articles des statuts. Là où il est question, dans l'*Adresse*, de la politique internationale, je parle de « pays » et non de « nationalités » et je dénonce la Russie, et non les *minores gentium*.

« Mes propositions furent toutes acceptées par le sous-comité ; on m'imposa seulement d'introduire, dans le préambule des statuts, deux phrases sur les devoirs et les droits, et sur la vérité, la morale et la justice ; mais je les ai placées de telle sorte que cela ne pourra pas faire de mal (1).

(1) Ces deux phrases, d'un marxisme évidemment douteux, sont les suivantes : « Nous soussignés... déclarons que cette association internationale, ainsi que toutes les Sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes : la Vérité, la Justice, la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité. « Ils considèrent comme un devoir de réclamer non seulement pour eux-mêmes, les droits d'homme et de citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs. »

Le 1<sup>er</sup> novembre, séance plénière du Comité. Marx donne lecture de l'*Adresse*, du préambule et des statuts. Le tout est adopté « avec un grand enthousiasme et à l'unanimité. »

\*\*

« C'était donc très difficile, conclut Marx, que d'arriver à présenter notre point de vue sous une forme qui le rendit acceptable dans la phase où se trouve actuellement le mouvement ouvrier. Représentes-toi bien que ces mêmes gens vont aller faire, dans quinze jours, des meetings pour le suffrage universel avec Bright et Cobden ! Il faudra du temps avant que le réveil du mouvement permette d'ancienne franchise de langage. Pour le moment il faut agir *fortiter in re, suaviter in modo* (1).

Telle est l'histoire non seulement de l'*Adresse* inaugurale que nous réimprimons aujourd'hui pour la seconde fois en français depuis cinquante-cinq ans, mais encore du Préambule et des Statuts de l'Internationale que nous ne reproduisons pas.

*Adresse, préambule et statuts* formèrent une brochure qui fut publiée en anglais en novembre ou décembre 1864 : *Address and Provisional Rules of the International Working Men's Association*. Préambule et statuts provisoires (*Provisional Rules*) furent immédiatement traduits en français « par un ami sûr » dont nous ignorons le nom, et le 8 janvier 1865, les deux premiers exemplaires de cette traduction furent envoyés sous pli, l'un au préfet de police, l'autre au ministère de l'Intérieur.

Quant à l'*Adresse*, elle fut traduite en 1866, ainsi d'ailleurs que les *Provisional Rules*, par Charles Longuet et publiée en brochure sous ce titre : *Manifeste de l'Association Internationale des Travailleurs, suivi du Règlement provisoire* (Prix : 10 centimes ; Bruxelles, Alliance typographique, M.-J. Poot et Cie, rue aux Choux, 33 1<sup>o</sup> ; 20 pages in-32).

L'*Adresse* inaugurale était depuis longtemps devenue introuvable quand elle fut réimprimée par le *Mouvement Socialiste* dans les numéros 84 et 85 des 22 et 29 mars 1902. C'est le texte du mouvement socialiste que nous reproduisons ici.

Amédée DUNOIS.

(1) « Avec fermeté dans le fond, modération dans la forme. » — Engels expliqua plus tard (3<sup>e</sup> préface du *Manifeste communiste*, 1890) comme quoi l'Internationale ne pouvait prendre pour point de départ les principes mêmes du *Manifeste* : « Il lui fallait un programme qui n'exclut ni les trade-unions anglaises, ni les proudhoniens français, belges, italiens, espagnols, ni les faisailleurs allemands. Le programme présenté dans le préambule qui précède les statuts de l'Internationale fut rédigé par Marx avec une maîtrise reconnue même de Bakounine et des anarchistes. »

## Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs

Ouvriers,

C'est un fait très remarquable que la misère des masses travailleuses n'a pas diminué de 1848 à 1864, et pourtant cette période défie toute comparaison pour le développement de l'industrie et l'accroissement du commerce. En 1850, un organe modéré de la bourgeoisie anglaise, très bien informé d'ordinaire, prédisait que si l'exportation et l'importation de l'Angleterre s'élevait à 50 %, le paupérisme tomberait à zéro. Hélas ! le 7 avril 1864, le chancelier de l'Echiquier charmait son auditoire parlementaire en lui annonçant que le commerce anglais d'importation et d'exportation était monté en 1863 « à 443.955.000 livres sterling (11.098.750.000 francs), somme étonnante qui surpasse presque des deux tiers le commerce de l'époque relativement récente de 1843 ». Mais en même temps il parlait éloquemment de la « misère ». « Songez, s'écriait-il, à ceux qui vivent sur le bord de cette horrible région. » Avec non moins d'éloquence, il parlait des salaires qui n'augmentaient pas, de la vie humaine « qui, dans neuf cas sur dix, n'est qu'une lutte pour l'existence ».

Encore ne disait-il rien des Irlandais qui remplacent graduellement les machines dans le Nord, les troupeaux de moutons dans le Sud, quoique les moutons eux-mêmes diminuent dans ce malheureux pays, moins rapidement pourtant que les hommes. Il ne répétait pas ce que venaient de dévoiler, dans un accès soudain de terreur, les représentants les plus élevés des « dix mille de la haute » (1). Lorsque la panique des garroteurs atteignit un certain degré, la Chambre des lords fit faire une enquête et un rapport sur la transportation et la servitude pénale. Le meurtre fit aussi son apparition et tint sa place dans le volumineux Livre bleu de 1863, et il fut alors prouvé par des faits et chiffres officiels que les pires des criminels condamnés, les forçats de l'Angleterre et de l'Ecosse travaillaient beaucoup moins et étaient beaucoup mieux nourris que les travailleurs agricoles des mêmes pays.

Mais ce n'est pas tout. Quand la guerre d'Amérique eût jeté sur le pavé les ouvriers des comtés de Lancaster et de Chester, la même Chambre des Lords envoya un médecin dans les provinces manufacturières, en le chargeant de rechercher la quantité minimum de carbone et d'azote, administrable sous la forme la plus simple et la moins chère, qui peut suffire en moyenne « à prévenir la mort d'inanition ». Le docteur Smith, le médecin délégué trouva que 28.000 grains de carbone et 1.330 grains d'azote par semaine étaient nécessaires à un adulte, rien que pour le garantir de la mort d'inanition, et de plus, il trouva que cette quantité n'était pas fort

(1) *The upper ten thousand*. Cette expression toute anglaise s'emploie très fréquemment et s'applique tout naturellement à la classe aristocratique.

éloignée de la maigre nourriture à laquelle l'extrême détresse venait de réduire les ouvriers cotonniers.

Mais, écoutez encore. Le même savant médecin fut, un peu plus tard, délégué de nouveau par le département médical du Conseil privé, afin d'examiner la nourriture des classes travailleuses les plus pauvres. Le sixième rapport sur l'état de la santé publique, publié par l'ordre du Parlement, dans le courant de cette année (1864), contient le résultat de ses recherches. Qu'a découvert le docteur ? Que les tisseurs en soie, les couturiers, les gantiers, les tisserands de bas, etc., ne recevaient pas toujours, en moyenne, la misérable pitance des ouvriers cotonniers, pas même la quantité de carbone et d'azote « suffisante pour prévenir la mort d'inanition ». « En outre », nous citons textuellement le rapport, « l'examen de l'état des familles agricoles a démontré que plus du cinquième d'entre elles est réduit à une quantité moins que suffisante d'aliments carboniques, et plus du tiers « à une quantité moins que suffisante d'aliments « azotés ; que dans les comtés de Berks, d'Oxford « et de Somerset, l'insuffisance des aliments azotés « est en moyenne le régime local. Il ne faut oublier, « ajoute le rapport officiel, que la privation de nourriture n'est supportée qu'avec répugnance, et, « qu'en règle générale, le manque de nourriture « suffisante n'arrive jamais que précédé de bien « d'autres privations. La propreté même est regardée comme une chose très chère et difficile, et « quand le respect de soi-même s'efforce de l'entretenir, chaque effort de la sorte est nécessairement « payé par un surcroît de tortures de la faim. Ce « sont des réflexions d'autant plus douloureuses, « qu'il ne s'agit pas de la misère méritée par la « paresse, mais dans tous les cas de la détresse « d'une population travailleuse. En fait, le travail « qui n'assure qu'une si maigre pitance, est, pour « le plus grand nombre, excessivement prolongé.

« Ce rapport dévoile ce fait étrange et même « inattendu que de toutes les parties du Royaume-Uni (c'est-à-dire l'Angleterre, le Pays de Galles, « l'Ecosse et l'Irlande) c'est la population agricole « de l'Angleterre, précisément de la partie la plus « opulente, « qui est incontestablement la plus mal « nourrie », mais que même les plus pauvres laboureurs des comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset sont beaucoup mieux nourris que la plupart des ouvriers en chambre de l'Est de Londres

Telles sont les données officielles publiées par ordre du Parlement en 1864, dans le millénaire de libre-échange, au moment même où le Chancelier de l'Echiquier racontait à la Chambre des Communes « que la condition des ouvriers anglais s'est « améliorée en moyenne, d'une manière si extraordinaire que nous n'en connaissons point d'exemple

« dans l'histoire d'aucun pays, ni d'aucun âge ». De quel son discordant ces exaltations officielles sont percées par une brève remarque non moins officielle sur l'état de la santé publique : « La santé publique d'un pays signifie la santé de ses masses, et il est presque impossible que ses masses soient bien portantes, si elles ne jouissent pas jusqu'au plus bas de l'échelle sociale, au moins de la plus modeste prospérité ».

Ebloui par le « Progrès de la Nation » (1) le Chancelier de l'Echiquier voit danser devant ses yeux les chiffres de ses statistiques. C'est avec un accent de véritable extase qu'il s'écrie : « De 1842 à 1852, « le revenu imposable du pays s'est accru de 6 % ; « dans les huit années de 1853 à 1861, il s'est accru « de 20 % ; c'est un fait si étonnant qu'il est presque « que incroyable !... Cette enivrante augmentation de « richesses et de puissance — ajoute M. Gladstone « — est exclusivement limitée à ceux qui possèdent. »

Si vous voulez savoir à quelles conditions de santé perdue, de morale flétrie et de ruine intellectuelle, cette *enivrante augmentation de richesses et de puissance, exclusivement restreinte aux classes qui possèdent*, a été et est produite par les classes laborieuses, examinez la peinture qui est faite des ateliers de tailleurs, d'imprimeurs et de modistes, dans le dernier rapport sur l'état de santé publique ? Comparez le rapport de la commission pour examiner le travail des enfants, là où il est constaté, par exemple, que « la classe des potiers, « hommes et femmes, présente une population très « dégénérée, tant sous le rapport physique que « sous le rapport intellectuel » ; que « les enfants « infirmes deviennent ensuite des parents infirmes » ; que « la dégénérescence de la race en est une conséquence « séquence absolue » ; que « la dégénérescence de « la population du comté de Stafford serait beaucoup « plus avancée, n'était le recrutement continu « des pays adjacents et les mariages mixtes « avec des races plus robustes ». Jetez un coup d'œil sur le livre bleu de M. Tremeneere : *Griefs et plaintes des journaliers boulangers*. Et qui n'a pas frissonné en lisant ce paradoxe des inspecteurs des fabriques, certifié par le « Registrar General », d'après lequel la santé des ouvriers du comté de Lancaster s'est améliorée considérablement, quoiqu'ils soient réduits à la plus misérable nourriture, parce que le manque de coton les a chassés des fabriques cotonnières ; que la mortalité des enfants a diminué, parce qu'enfin il est permis aux mères de leur donner, au lieu du cordial de Godfrey, leurs propres mamelles.

Mais retournez encore une fois la médaille ! Le *Tableau de l'impôt des revenus et des propriétés*, présenté à la Chambre des Communes le 20 septembre 1864, nous apprend que du 5 avril 1852 au 5 avril 1853, treize personnes ont grossi les rangs de ces heureux de la terre dont les revenus annuels

(1) C'est un chapitre spécial du Livre bleu de chaque année.

sont évalués par le collecteur d'impôt à 50.000 livres sterling (1.250.000 francs) et plus, car leur nombre est monté de 67 à 80. (1) Le même tableau dévoile le fait curieux que 3.000 personnes à peu près partagent entre elles un revenu annuel d'environ 25.000.000 de livres sterling (750.000.000 fr.), plus que la somme totale distribuée annuellement entre tous les laboureurs de l'Angleterre et dans le pays de Galles. Ouvrez le registre du cens de 1861, et vous trouverez que le nombre des propriétaires terriens en Angleterre et dans le pays de Galles s'est réduit de 16.934 en 1851 à 15.066 en 1861 ; qu'ainsi, la concentration de la propriété foncière s'est accrue en dix années de 11 0/0. Si la concentration de la propriété terrienne dans la main d'un petit nombre suit toujours le même progrès, la question territoriale deviendra singulièrement simplifiée, comme elle l'était dans l'empire romain quand Néron grinça des dents (2) à la nouvelle que la moitié de la province d'Afrique était possédée par six chevaliers.

Nous nous sommes appesantis sur ces « faits si étonnants qu'ils sont presque incroyables », parce que l'Angleterre est à la tête de l'Europe commerciale et industrielle. Rappelez-vous qu'il y a quelques mois à peine, un des fils réfugiés de Louis-Philippe félicitait publiquement le travailleur agricole anglais de la supériorité de son sort sur celui moins prospère de ses camarades de l'autre côté de la Manche. En vérité, si nous tenons compte de la différence des circonstances locales, nous voyons les faits anglais se produire sur une petite échelle, dans tous les pays industriels et progressifs du continent. Depuis 1848, un développement inouï de l'industrie et une expansion inimaginable des exportations et importations a eu lieu dans ces pays. Partout « l'augmentation des richesses et de puissance exclusivement limitée aux classes qui possèdent » a été véritablement « enivrante ». Partout, comme en Angleterre, une petite minorité de la classe ouvrière a obtenu réellement une petite augmentation de salaire, mais dans la plupart des cas la hausse monétaire des salaires ne dénote pas plus l'accroissement du bien-être des salariés que l'élévation du coût de l'entretien des pensionnaires de l'hôpital des pauvres ou de l'asile des orphelins de la métropole de 7 livres 7 shillings 4 pence en 1852, à 9 livres 15 shillings 8 pence en 1862, ne leur bénéficie et n'augmente leur bien-être. Partout la grande masse des classes laborieuses descendait toujours plus bas, dans la même proportion au moins que les classes supérieures montaient plus haut sur l'échelle sociale. Dans tous les pays de l'Europe, — cela est devenu actuellement une

(1) Le marquis de Westminster a un revenu annuel de 800.000 livres (20.000.000 de francs).

(2) Le mot *grinça* veut dire non seulement grincer des dents, mais indique encore la férocité du sourire. Néron, en tuant ces sangsues gorgées d'or, éprouva une joie féroce, car il trouva le moyen de remplir les coffres de l'Etat qui se vidaient à mesure que la propriété foncière se concentrait. (N. du tr.)

vérité incontestable à tout esprit impartial, et déniée seulement par ceux-là dont l'intérêt consiste à promettre aux autres monts et merveilles — ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles communications, ni les nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble ne sont en état de supprimer la misère des classes laborieuses; au contraire, tant qu'existera l'injuste fondement de la société actuelle, chaque nouveau développement de la force productive du travail creusera nécessairement un abîme plus large et plus profond entre les différentes classes et fera ressortir davantage l'antagonisme social.

Durant cette enivrante époque de progrès économique, la mort d'inanition s'est élevée, dans la métropole britannique, à la hauteur d'une institution sociale. Cette époque est marquée, dans les annales du monde, par les retours accélérés, par l'étendue de plus en plus vaste et par les effets de plus en plus meurtriers de la peste sociale appelée : *la crise commerciale et industrielle*.

Après la défaite des révolutions de 1848, toutes les associations et tous les journaux politiques des classes ouvrières furent écrasés sur le continent par la main brutale de la force; les plus avancés parmi les fils du travail s'enfuirent désespérés de l'autre côté de l'océan, aux Etats-Unis, et les rêves éphémères d'affranchissement s'évanouirent devant une époque de fièvre industrielle, de marasme moral et de réaction politique.

Dû en partie à la diplomatie anglaise qui agissait, alors comme maintenant, dans un esprit de fraternelle solidarité avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg, l'échec de la classe ouvrière continentale répandit bientôt ses effets contagieux de ce côté de la Manche. La défaite de leurs frères du continent, en faisant perdre aux ouvriers anglais toute virilité, toute foi dans leur propre cause, rendait en même temps au seigneur de la terre et au seigneur de l'argent, au propriétaire et au capitaliste leur confiance quelque peu ébranlée. Ils retirèrent insolemment les concessions déjà annoncées.

La découverte de nouveaux terrains aurifères amena une immense émigration et creusa un vide irréparable dans les rangs du prolétariat de la Grande-Bretagne. D'autres, parmi ses membres les plus actifs jusque-là, furent séduits par l'appât temporaire d'un travail plus abondant et de salaire plus élevé et devinrent des « noirs politiques ». (1)

En vain essayait-on d'entretenir ou de rétablir le mouvement chartiste, tous les efforts échouèrent complètement. Dans la presse, les organes de la pensée ouvrière moururent l'un après l'autre de l'apathie des masses et en fait jamais l'ouvrier anglais n'avait paru accepter si entièrement sa nullité politique.

(1) On appelle ainsi en anglais l'homme qui trahit ses principes et est infidèle à sa cause.

Donc, s'il n'y avait pas eu de solidarité d'action entre la classe ouvrière de la Grande-Bretagne et celle du continent, il y avait en tout cas, entre elles, solidarité de défaite.

Cependant cette période écoulée depuis les révolutions de 1848 a eu aussi ses compensations. Nous n'indiquerons ici que deux faits très importants.

Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le *bill* des dix heures.

Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bi-annuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plaît maintenant à le reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action.

Mais à côté de son utilité pratique, il y avait dans la loi, certains autres caractères bien faits pour en rehausser le merveilleux succès. Par l'organe de ses oracles les plus connus, tels que le docteur Ure, le professeur Senior et autres philosophes de ce genre, la bourgeoisie avait prédit, et, à sa grande satisfaction, démontré que toute invention de la loi pour limiter les heures de travail devait sonner le glas de l'industrie anglaise qui, semblable au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, elle aussi : jadis, le meurtre d'un enfant était un rite mystérieux de la religion de Moloch, mais on ne le pratiquait qu'en des occasions très solennelles, une fois par an pas même, et encore Moloch n'avait-il pas de penchant exclusif pour les enfants du pauvre.

Ce qui, dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler des terreurs de l'avarice, la question engagée soulevait de nouveau et tranchait même en partie la grande querelle entre la loi aveugle de l'offre et de la demande qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais il était réservé à l'économie politique du travail de remporter bientôt un triomphe plus complet encore sur l'économie politique du capital : nous voulons parler du *mouvement coopératif*, et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques « bras » entreprenants. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite : elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau de la science moderne, pouvait se passer d'une classe

de patrons employant une classe de bras; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire à la production de la richesse que l'instrument du travail fût monopolisé et servit ainsi d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même; elles ont montré que comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé apportant à sa tâche un bras ferme, un esprit dispos, un cœur joyeux. En Angleterre, c'est Robert Owen qui jeta les germes du système coopératif; les entreprises ouvrières tentées sur le continent ne furent en fait que la réalisation pratique des théories non découvertes, mais hautement proclamées en 1848.

En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement en proportion géométrique du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger véritablement un tant soit peu le fardeau de leurs misères. C'est peut-être précisément le motif qui a décidé de grands seigneurs spécieux, des philanthropes bourgeois et même des économistes pointus à accabler tout à coup d'éloges affadissants ce système coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser dans l'œuf, ce système coopératif qu'ils représentaient ailleurs d'un ton railleur comme une utopie de rêveur, ou qu'ils anathématisaient comme un sacrilège de socialiste.

Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et par conséquent être soutenue et propagée par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et ceux du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques; bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possibles. Qu'on se rappelle avec quel dédain lord Palmerston rebarras les défenseurs du bill sur les droits des tenanciers irlandais présenté pendant cette session (1864). « La Chambre des Communes, s'écria-t-il, est une Chambre de propriétaires fonciers. »

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour organiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède: il a le nombre, mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent

exister entre les travailleurs des différentes nations et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement est puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées; c'est poussés par cette pensée que les travailleurs des différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association Internationale des Travailleurs.

Une autre conviction a encore inspiré ce meeting.

Si l'affranchissement des travailleurs demande, pour être assuré, leur concours fraternel, comment peuvent-ils remplir cette grande mission: une politique étrangère, unie par de criminels desseins et mettant en jeu les préjugés nationaux, répand dans des guerres de pirates le sang et l'argent du peuple? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien l'opposition de la classe ouvrière à cette criminelle folie qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage de l'autre côté de l'Océan. L'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou l'indifférence idiote avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-forteresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiètements immenses et sans obstacles de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Petersbourg et dont on retrouve la main dans tous les Cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir, et enfin lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune, et revendiquer les lois de la morale et de la justice, qui doivent gouverner les relations des individus, comme la règle suprême des rapports entre les nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des Travailleurs.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Karl MARX.

## Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

### Réunion Plénière

La réunion plénière du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale aura lieu le vendredi 13 courant, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

Le Congrès National ;  
Renouvellement de la Commission Exécutive  
du Comité  
Questions diverses.

# CRONSTADT

Une joie immense s'empara des gardes-blancs du monde entier lorsque, le 2 mars, la nouvelle parvint à l'étranger que les matelots de Cronstadt s'étaient soulevés contre le gouvernement des Soviets. « C'est moi qui t'ai fait, c'est moi qui te tuera », telle était la légende inscrite au bas d'un dessin paru dans une feuille blanche de Paris représentant un grand escogriffe de matelot, dirigeant son revolver contre Trotsky. « Les odieux matelots de Cronstadt qui avaient porté la révolution dans tous les coins de la Russie, les ennemis forcenés de la bourgeoisie, se sont détachés du gouvernement des Soviets. Sur qui ce gouvernement s'appuiera-t-il désormais ? » Voilà ce que répétaient tous les organes possibles et imaginables de la contre-révolution russe. Et plus d'un escomptait déjà la fin du gouvernement des Soviets. Or, les choses ne se sont pas passées comme ils l'espéraient. Le soulèvement de Cronstadt ainsi qu'ils le déclaraient fièrement : ils se sont enfuis au pays de Chanaan, en Finlande, où les tombes des trente mille prolétaires assassinés, par les gardes-blancs finnois commencent à se couvrir de verdure, ils ont abandonné les matelots aux tribunaux révolutionnaires de la Russie des Soviets. Cependant l'écrasement par la force de cette mutinerie n'en a pas supprimé la signification. Le caractère vrai du soulèvement de Cronstadt n'éclaire pas seulement la situation actuelle en Russie, elle éclaire en même temps l'un des problèmes les plus importants de la révolution mondiale en général, celui des rapports du Parti Communiste avec la masse du prolétariat et de la forme de la dictature : dictature du Parti ou dictature de classe (pour employer la formule ordinaire, et d'ailleurs inexacte).

## I. — Le soulèvement

Le soulèvement de Cronstadt n'a pas été un événement local, bien qu'il portât naturellement de nombreux traits particuliers. Ces derniers consistent d'abord en ce qu'il n'a pas été provoqué par une trop grande misère matérielle. Les matelots de Cronstadt vivent mieux que le reste de l'armée ou de la classe ouvrière, ils sont bien vêtus et les autres conditions matérielles d'existence qui leur sont faites dépassent sans aucun doute la moyenne de celles du prolétariat russe. Le mécontentement local des matelots visait en premier lieu la discipline et l'ordre établis par le gouvernement des Soviets. C'est ce qui est expressément confirmé par l'organe central des gardes-blancs *Les Dernières Nouvelles* de Milioukov, qui écrit, d'après les dires d'un marin réfugié que le mécontentement s'était déjà manifesté l'année passée et qu'il avait été suscité par les mesures radicales du gouvernement soviétiste pour arrêter la décomposition de la flotte. Partout, mais particulièrement en Russie, les matelots ont toujours été un élément indiscipliné et porté aux excès. C'est une conséquence fatale de leur vie et de l'union organique qui s'établit entre eux et leur navire : dès qu'ils en descendent, ils tirent des bordées.

Par suite de cet esprit d'indiscipline et du grand nombre d'ouvriers hautement qualifiés qu'on compte parmi eux, les marins de Cronstadt ont

joué dans les deux révolutions de 1905 et de 1917 un rôle éminent comme agent de destruction de l'Etat bourgeois. Ces ouvriers hautement qualifiés formaient dans la flotte comme un ciment moral changeant l'esprit d'indiscipline de la masse en un facteur révolutionnaire.

Mais ces éléments révolutionnaires prolétariens ont été singulièrement affaiblis pendant ces trois dernières années. Les anciens équipages de Cronstadt ont donné au gouvernement des Soviets des milliers et des milliers de combattants qui dans toutes les armées, dans tous les services, ont pris la part la plus glorieuse à la défense et à la reconstruction de la Russie Soviétiste. Il n'est demeuré à Cronstadt qu'une partie insignifiante de ces anciens militants et tous occupent maintenant des postes de commandement, ils constituent l'armature communiste de la flotte et c'est contre eux que les nouveaux équipages se sont révoltés. Où se recrutent les équipages de la flotte ? La Finlande et les provinces Baltiques n'appartenant plus à la Russie, il ne reste que la Russie Méridionale et les côtes de la mer Noire. Dans sa majorité, la marine se compose donc d'éléments paysans ukrainiens. Auparavant les matelots spécialistes étaient principalement des ouvriers métallurgistes ; la nécessité de garder ces derniers dans l'industrie de guerre a eu pour conséquence que beaucoup de jeunes bourgeois qui par suite de la guerre ou de la révolution, avaient dû interrompre leurs études dans les écoles techniques supérieures, ont été attirés dans la flotte par les conditions relativement bonnes qu'elle leur offrait. Si l'on ajoute encore que l'organisation communiste de Pétrograd a été très affaiblie par le départ de dizaines de milliers de ses membres montant littéralement la garde de la Révolution dans tous les coins de la Russie, on comprend que le travail d'éducation politique des matelots ait fortement souffert. Enfin, il faut dire que les matelots de Cronstadt ont un sentiment très vif de leur force. Ils rayonnent encore de l'auréole de leur passé révolutionnaire ; ils gardent les portes de Pétrograd ; leur petite île est comme le Hélioland de la Russie révolutionnaire. Telles sont les particularités locales qui ont rendu possible le soulèvement de Cronstadt et lui ont donné sa couleur originale. D'une façon générale et en première ligne, c'est le mécontentement du paysan, du paysan ukrainien, qui s'est manifesté dans cette mutinerie. Après la liquidation des fronts, la plupart des matelots étaient parus en permission chez eux. Partout ils avaient entendu dire qu'il n'y avait plus de danger du côté des gardes blancs, et partout ils avaient été frappés des plaintes contre les réquisitions alimentaires. En Ukraine on leur parla de la lutte impitoyable menée par le gouvernement des Soviets contre les bandes qui pillent, incendient et coupent les voies ferrées sous le drapeau anarchiste de Makhno. Plus d'un matelot n'est même jamais revenu de permission, certains sont passés du côté de Makhno. Dans un article qu'un matelot fugitif écrit dans le journal de Milioukov, pour caractériser le soulèvement de Cronstadt, il est franchement reconnu que les appels au pillage de Makhno plaisaient beaucoup aux matelots et répondaient d'ailleurs à leur nature. (N° du

17 mars 1921). Un fait caractéristique est que quatre membres du « comité révolutionnaire » de Cronstadt sont des fils de paysans ukrainiens et que le plus important d'entre eux, Petritchénko, avait été surnommé « Petlioura » par ses amis.

Le paysan croit n'avoir plus rien à craindre des propriétaires féodaux. Il exige maintenant du gouvernement des Soviets l'allègement de ses charges. La même tendance a eu sa répercussion sur la petite île de Cronstadt. Le fils de paysan, tenu là-bas sur son bateau dans un ordre sévère, a vu dans les communistes de la flotte, dans les communistes en général, des gens qui exigeaient de lui la soumission et la discipline, alors qu'aucune escadre de l'Entente n'était plus en vue. Et les communistes qui lui imposent cette discipline et cet ordre sont les mêmes qui exigent du paysan son blé. D'autre part le matelot de Cronstadt se sent un révolutionnaire né, il n'a pas la moindre intention d'aider le capitaliste, le général tsariste ou le gros propriétaire à reprendre leur domination. Sa protestation contre les charges imposées aux paysans ainsi que contre la discipline et l'ordre révolutionnaires, n'est pas à son avis une manifestation de tendances contre-révolutionnaires, au contraire elle n'est, pense-t-il qu'une extension de la révolution d'octobre. « C'est nous qui avons fait cette révolution, c'est nous qui avons proclamé le pouvoir des Soviets ; or, qui est-ce qui exerce le pouvoir ? Le Parti Communiste. Ce sont les Soviets qui doivent détenir et exercer le pouvoir, c'est toute la masse. Il faut fonder un pouvoir réel des Soviets ». Cette tendance avait été déterminée par la discussion publique maintenant engagée de toutes les questions accumulées pendant trois années de guerre au sein du Parti Communiste. Dans la presse et dans les réunions communistes, on disait ouvertement qu'au cours des longues années de combat l'organisme des Soviets avait été infecté d'éléments bureaucratiques parasitaires. On entendait souvent parler de la nécessité d'épurer le Parti Communiste de ses éléments arrivistes. Cronstadt avait entendu tout cela, et la psychologie essentiellement paysanne, mais transformée par les conditions de vie, des matelots conçut ces défauts comme inhérents à la Russie des Soviets.

Dans cette conception générale, il y a un mélange d'anarchisme repoussant toute bureaucratie et toute centralisation, de socialisme-révolutionnaire, et de syndicalisme affirmant que l'ouvrier, tout comme le paysan, est maître de ses produits. Toutes ces tendances se sont résumées dans cette revendication de la réélection des Soviets, réélection qui les libérait de l'influence du Parti Communiste et de tout Parti en général. Le côté syndicaliste a séduit une partie des ouvriers de Cronstadt, pour qui la domination directe du prolétariat sur toutes les usines c'est l'appropriation du produit de son travail par l'ouvrier; le droit légal de soulager sa misère par la vente des instruments de travail et éventuellement de ses produits. De plus, les gens de Cronstadt ne se sentaient pas isolés. Ils avaient entendu parler de mouvements paysans au sujet desquels on avait répandu des nouvelles exagérées (ils recevaient des journaux blancs de Finlande) ; ils avaient entendu parler de la misère et des grèves qui sévissaient à Pétrograd, parmi les ouvriers qui avaient espéré après la fin de la guerre un soulagement de leur situation. Dans cette atmosphère, les organisations clandestines des socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, des anarchistes, des mencheviks et tout à l'arrière-plan non aperçue des matelots, la conjuration contre-

révolutionnaire monarchiste du commandant de l'artillerie Kozlovski, toutes ces organisations agissent efficacement. Les matelots ne pensaient pas se soulever, ils s'assemblèrent en des réunions orageuses où ils se rencontrèrent avec le commissaire de la flotte Kouzmine, très considéré par eux, et avec Zinoviev. Le jour même du soulèvement Kalinine, président du Comité Central Exécutif, qu'ils traitèrent avec les plus grands égards, leur parla, sur la place de l'Ancre, à Cronstadt. A midi, les délégués des matelots se réunirent pour discuter sur la réélection du Soviet. Pendant la discussion, la nouvelle arriva que de grands détachements de troupes marchaient contre eux. Ce n'était qu'une provocation, le moyen choisi par les socialistes-révolutionnaires ou bien par les monarchistes pour transformer le conflit en un choc à main armée. Afin de s'assurer contre toute surprise, les matelots établirent des patrouilles, on leur insinua que cela ne servirait de rien, que le Soviet de Pétrograd attaquerait quand même, puisque les communistes ne voulaient pas admettre la réélection ; il faut, leur disait-on, prendre des gages pour la réélection des Soviets à Pétrograd, en faisant arrêter les communistes et en ne permettant plus à personne de Pétrograd de venir à Cronstadt. Les matelots bloquent Pétrograd et arrêtent les communistes. La lutte est provoquée. Le gouvernement des Soviets ne pouvait naturellement pas tolérer l'arrestation de ses représentants, la main mise des révoltés sur la forteresse qui garde les approches de Pétrograd. La station radiotélégraphique du dreadnought *Petropavlos* envoie des télégrammes chiffrés à Reval et en Finlande. Il est tout à fait clair qu'il y a à Cronstadt un Etat-Major pour lequel la réélection des Soviets n'est qu'un prétexte, et qui est capable de livrer Cronstadt à l'Entente. Les gardes-blancs de Finlande s'efforcent d'établir le contact avec Cronstadt. Le gouvernement des Soviets ordonne aux matelots de déposer les armes, mais ils espèrent que leur exemple sera suivi à Pétrograd et à Moscou. Leurs chefs leur promettent que dans quelques jours le gouvernement sera obligé de procéder à de nouvelles élections générales qui aboutiront à un gouvernement des Soviets sans parti, un gouvernement des Soviets qui mettra tout à sa place et qui contentera tout le monde. Le paysan ne devra plus donner ses produits, et l'ouvrier n'aura néanmoins pas faim. Enfin les matelots sont persuadés qu'après s'être soulevés contre le gouvernement des Soviets ils auront à répondre de leur conduite, et ils se raidissent dans leur résistance. Le gouvernement ne peut pas attendre plus longtemps. Il ne le peut pas pour la simple raison que lorsque la débâcle se produira dans le golfe de Finlande et la Néva, les contre-révolutionnaires pourront pousser les matelots à la lutte directe contre Pétrograd. Et la destinée suit son cours : le nœud gordien doit être tranché par l'épée. Les troupes amenées du front, conduites par le bataillon d'attaque des élèves commandants rouges et des délégués au Congrès du Parti, partent une nuit sur la glace qui commence déjà à craquer du golfe de Finlande. « Jamais encore sur la glace », clamaient les soldats de l'armée rouge. L'exemple de Vorochilov, de Zatonsky et de Boubnov, etc., l'exemple des élèves des écoles militaires, entraîna les troupes et au point du jour elles étaient sur la terre ferme de Cronstadt, dans le feu des combats de rues contre les insurgés. La résistance fut acharnée, mais pas autant qu'elle aurait pu l'être avec les moyens dont disposait Cronstadt. Pendant les derniers jours la

foi en la victoire avait été ébranlée chez les matelots et très probablement même la foi en la justice de leur cause. Cela surtout parce que la contre-révolution d'abord masquée à l'arrière-plan se montrait de plus en plus à nu. Le socialiste-révolutionnaire Tchernov imposa aux matelots la revendication de la Constituante. De Finlande arrivaient comme représentants de la Croix-Rouge, des gardes-blancs russes authentiques avec à leur tête ce capitaine de vaisseau Wikias que les vieux matelots connaissaient comme un tyran du soldat et qui n'avait pu se soustraire à leur vengeance en 1917 qu'en fuyant à l'étranger. Tout cela éclaira la masse et mina sa confiance en la justice de sa cause. Les gens de Kozlovsky exigeaient de plus en plus ouvertement l'obéissance à leurs ordres, car sans discipline la défense des positions ne pouvait être assurée. Leurs espions de Petrograd les informaient que leur soulèvement non seulement n'avait pas entraîné les ouvriers, mais au contraire les avait singulièrement refroidis, de sorte que même les usines où la fermentation avait été la plus grande avaient repris le travail en entendant le canon de Cronstadt.

C'est alors que Cronstadt fut pris d'assaut. Comme on enterrait déjà les morts, les journaux blancs de Paris, de Berlin et de Prague commencent à arriver en Russie, et on vit alors comment bien le Gouvernement des Soviets avait eu raison de ne point considérer l'insurrection comme le commencement de la troisième révolution mais de la flétrir simplement comme une nouvelle tentative d'attaque contre-révolutionnaire.

## II. — Le nouveau plan de la contre-révolution

Dès que les contre-révolutionnaires russes regrettent la nouvelle du soulèvement, ils oublient l'abîme qui les sépare de Cronstadt. Savinkov, l'aide de Kerensky, qui fit massacrer 10.000 paysans et ouvriers sur le front de Galicie lorsque ceux-ci se refusèrent à prendre part à l'offensive criminelle de Juin 1917, Savinkov, qui dans son journal de Varsovie, la *Svoboda* publie sur les fonds du gouvernement polonais, se vantait en ces termes (numéro du 24 Février) : « Je lutte contre les bolchéviks, je lutte aux côtés de ceux qui les ont déjà combattus avec Koltchak, Denikine, Wrangel et même Petlioura, si étrange que cela puisse paraître, » Savinkov, l'ami de Balakhovitch, le héros des pogroms juifs de Blanche-Russie, écrit dans son journal que les matelots de Cronstadt ont racheté tous leurs péchés par leur dernier soulèvement. » Lorsque le croiseur *Aurora* tira sur Petrograd (nouvelle controuvée), c'est là une manifestation de repentir du crime commis le 25 octobre 1917 en tirant sur le Palais d'Hiver où siégeait le ministère Kerensky. « Le *Roul* de Berlin, organe de l'aile droite du Parti cadet, écrit : « Le soulèvement de Cronstadt est sacré, car c'est un soulèvement contre l'idée de la révolution de Novembre ». La Société des Industriels et Financiers russes de Paris, lorsqu'elle apprit les nouvelles de Cronstadt, décida de ne point se tourmenter pour les revendications extrémistes cause primitive de la mutinerie, puisque, seul point essentiel, « les matelots étaient pour le renversement du Gouvernement communiste » (*Les Dernières Nouvelles* de Paris du 8 Mars).

Les banques russes, l'ancien ministre des finances tsariste Kokovtsev à leur tête commencèrent à ramasser de l'argent pour Cronstadt. Goutchkov, le chef du parti impérialiste Russe, se mit en contact avec les gouvernements anglais et américain pour obtenir des vivres.

Les gouvernements français et américain enjoignent immédiatement à leurs agents d'Heisingfors et d'Esthonie de faire tout leur possible pour ravitailler les émeutiers de Cronstadt.

Les contre-révolutionnaires comprirent avec une clarté et une largeur d'esprit extraordinaires le sens profond des événements de Cronstadt. L'organe de Milioukov *Les Dernières Nouvelles* ainsi que la *Cause Commune* de Bourtzev, ne se bornèrent pas à accorder immédiatement et catégoriquement leur appui aux matelots de Cronstadt, ils édifièrent aussitôt tout un plan tactique sur l'acceptation des revendications de Cronstadt. Cette tactique consistait à reconnaître que toute attaque contre-révolutionnaire est vouée à l'échec dès qu'elle opère ouvertement avec les forces de l'Entente et les hommes de l'ancien régime et qu'elle a à sa tête les représentants des grands propriétaires et du capitalisme. Les masses populaires ne croient pas aux intentions pures et désintéressées des alliés elles savent très bien que lorsque les forces alliées marchent contre la Russie des Soviets c'est avec l'intention d'en faire une colonie. La cause de la défaite de Denikine, Koltchak, etc., a consisté, selon Milioukov, surtout en ce que, comme représentants de la noblesse, ils répugnaient aux paysans. La première conclusion que Milioukov tire de ce fait est que le mouvement contre-révolutionnaire ne saurait vaincre en Russie que s'il vient de l'intérieur et s'il est dépourvu, du moins en apparence, de toute tendance féodale. Mais, se basant sur les événements de Cronstadt, Milioukov fait un deuxième pas : il reconnaît que ni pour les paysans, ni pour les ouvriers ou les soldats de l'Armée Rouge, la revendication d'une Constituante ne constitue plus une force d'attraction. Les matelots se sont soulevés au nom du vrai Pouvoir des Soviets, mais en même temps ils ont crié : A bas les communistes ! Ce « A bas les communistes ! » fait accepter à Milioukov le « vrai Pouvoir des Soviets ».

Le Gouvernement communiste tombé, tombera du même coup la seule force qui soutienne la Russie des Soviets dans sa lutte contre le capital mondial, la seule force capable, à présent surtout qu'elle a conquis la paix, de reconstruire la vie normale, la seule capable, comme partie la plus mûre de la masse des paysans et du prolétariat révolutionnaires, de conduire la barque à travers tous les écueils et d'assurer enfin l'œuvre de la Révolution. Des Soviets sans communistes ne représenteraient plus que les masses ouvrières hésitantes, fatiguées et dispersées et seraient obligés de laisser agir sans contrôle toutes les forces bourgeoises qui étaient utilisées sous le plus sévère des contrôles par le Gouvernement des Soviets communistes. L'émigration contre-révolutionnaire commencerait à refluer en Russie, elle remplirait de ses gens toutes les administrations de ces Soviets sans-parti, et elle s'emparerait en fait du pouvoir. Et alors le moment serait venu de donner à cette force réelle les formes juridiques que la contre-révolution jugerait nécessaires. L'organe de Milioukov va même dans une polémique avec un doctrinaire socialiste-révolutionnaire, jusqu'à défendre les Soviets non seulement comme organes d'administration, mais encore comme pouvoir gouvernemental : « Les Soviets ne sont pas seulement des organes consultatifs ou législatifs, ils sont les organes du pouvoir de l'Etat dans son ensemble. Et ce n'est que comme tels qu'ils peuvent remplacer l'Etat bolchevik et former la base d'une organisation plus normale des provinces sans rompre avec la population. Il va sans dire qu'ils ne sauraient remplir ce rôle durable qu'après leur réélection (numéro du 8 mars 1921). Mi-

lioukov, le fondateur et le leader idéologique du Parti cadet libéral, qui semblait être un doctrinaire aveugle du parlementarisme européen, a compris que lorsque l'écrasement du Parti Communiste aura détruit la seule force qui permet de maintenir la Russie comme un grand facteur mondial révolutionnaire, la Russie Soviétiste sans la dictature des Communistes sera la proie de la contre-révolution. Il indique donc comme but décisif à la contre-révolution l'anéantissement du Parti Communiste, tout en s'écriant : « Ne repoussez pas les masses paysannes et ouvrières par des revendications de retour aux formes de l'Etat bourgeois. Peu importe la forme c'est le fond qui importe. »

Dans la Russie paysanne, après l'anéantissement du Parti Communiste les travailleurs des campagnes consolideront leur pouvoir sous la forme des Soviets, comme classe bourgeoise et conservatrice et le reste suivra de lui-même.

### III. — Les enseignements du soulèvement de Cronstadt

La tactique de la contre-révolution russe tendant à briser le pouvoir de la Russie des Soviets et à renverser le Parti Communiste, en menant au combat contre ce Parti les masses petites-bourgeoises, paysannes et demi-prolétariennes, ce plan de la contre-révolution russe s'efforçant de triompher au nom d'un gouvernement réellement soviétiste et d'une « troisième révolution » ne sera pas réalisé. Le Parti Communiste est assez souple et prudent, il est assez en contact avec les masses pour le faire échouer. En profitant du répit extérieur, pour diminuer les proportions de l'armée rouge et soulager ainsi le paysan des charges qui pèsent sur lui, en le contentant en même temps au moyen de l'industrie et du commerce extérieur, ce Parti saura resserrer ses liens avec le paysan. Il suscitera l'initiative des masses prolétariennes, afin d'améliorer leur situation matérielle et d'attirer au premier rang, dans le Parti, les couches les plus arriérées. Dès à présent, quelques semaines à peine après le Congrès du Parti Communiste, avant que toutes les conséquences de sa nouvelle politique se soient montrées, on sent déjà un nouveau souffle qui anime les masses populaires, on sent d'une manière palpable que le gouvernement des Soviets a ruiné le plan de la contre-révolution tendant à se redresser sur le dos de la petite-bourgeoisie. Mais le fait que la contre-révolution russe, dans sa lutte pour le pouvoir, en est arrivée à employer la revendication des Soviets sous laquelle elle a été écrasée, à l'employer contre le Parti Communiste, ce fait est d'une signification historique universelle.

C'est l'instinct révolutionnaire du prolétariat occidental qui s'est exprimé lorsque, dans sa solidarité avec la Russie des Soviets, considérée comme foyer de la Révolution mondiale, ce prolétariat s'est écrié : « Right or wrong, my country » (Qu'elle ait tort ou raison, c'est ma patrie prolétarienne), sans se laisser impressionner par aucun racontar sur le Parti Communiste, sur son « terrorisme », ou sur son « opportunisme ». Il a compris que la question n'était pas de savoir dans quelle mesure le communisme pourrait être réalisée en Russie — car le communisme ne saurait être réalisé ni promptement ni isolément dans un pays agraire — mais que la seule chose qui importe est que la Russie ait été arrachée des mains de la contre-révolution européenne, que cent millions de paysans et les forces économiques du plus grand pays d'Europe ne puissent plus être employées pour soutenir économiquement et militai-

rement le capitalisme combattant pour son existence, mais soient au contraire employés à soutenir le prolétariat mondial luttant pour un nouvel ordre social. Le prolétariat mondial comprit donc que, s'il en était ainsi, le Parti Communiste aura toujours raison s'il conserve le pouvoir entre ses mains. Tous ses actes doivent être jugés de ce point de vue, soit que, pour vaincre, la contre-révolution attaquant à main armée, ce Parti ressemble impitoyablement toutes les ressources du pays, soit qu'il fasse certaines concessions aux éléments petits-bourgeois pour les détacher des propriétaires et du capital, agents de la contre-révolution. L'avant-garde du prolétariat, avec son instinct révolutionnaire, a bien compris tout cela et elle voit maintenant combien avaient raison ceux qui disaient : « On ne saurait à la fois soutenir la révolution russe et combattre le Parti Communiste. » Ce que les Hilferding, Dittmann, Longuet, Bauer, ont essayé de faire, c'est-à-dire d'adopter deux attitudes diverses à l'égard du Parti Communiste et à l'égard de la Russie Soviétiste ou de la Révolution russe — cela devant la tactique de la contre-révolution russe pendant les événements de Cronstadt — apparaît comme une tromperie et dans le cas le plus favorable, comme une tromperie de soi-même. « Vive la Révolution russe ! Vive la Russie des Soviets ! A bas les Communistes russes ! A bas les dictateurs de Moscou ! » ont crié les Hilferding et les Bauer, les Longuet et les Grimm. « A bas les dictateurs de Moscou ! » leur répondent le ministre des Finances du tsar Kokovstev et le héros des Dardanelles Milioukov, la Bourse de Paris et le général Wrangel. Et ils ajoutent : « Une fois le Parti Communiste russe battu, la contre-révolution pourra, pour quelque temps du moins, se draper dans le manteau des Soviets. » Il ne s'agit pas du manteau, il s'agit de celui qui le porte, et Paris vaut bien une messe. Les Hilferding, les Dittmann, les Adler, les Bauer, les Longuet et tous ces héros de l'Internationale deux-et-demie apparaissent dans ce cas non pas comme l'aile droite du mouvement révolutionnaire ouvrier, mais comme l'aile gauche de la contre-révolution mondiale capitaliste. Le futur historien du grand combat qui mène à l'affranchissement du prolétariat mondial ne manquera pas de souligner ce fait, que le jour où les Communistes de Russie combattaient de leurs corps la brèche ouverte dans la muraille de Pétrograd par les matelots de Cronstadt, la *Freiheit* écrivait : « Zinoviev, le corrupteur du prolétariat russe » ; que Monsieur Longuet et Monsieur Bauer exprimaient leurs sympathies non pas aux Communistes qui faisaient de leurs corps un nouveau rempart autour de Pétrograd sur la glace du golfe de Finlande, mais aux instruments inconscients de la contre-révolution mondiale à Cronstadt.

Les événements de Cronstadt obligent le prolétariat d'Occident à tirer encore d'autres conclusions. Ils donnent la note finale à notre discussion avec la fraction des Communistes qui voulait opposer à la dictature russe, à la dictature du Parti Communiste, l'idée de la dictature de la masse du prolétariat tout entier. Les Laufenberg et les Wolfheim, qui pensèrent pouvoir opposer en 1919 la dictature de la masse à la dictature du Parti, sont ouvertement passés dans le camp de la contre-révolution. Dans leur dernière brochure, *Moscou et la Révolution allemande*, ils se proclament ouvertement adversaires non seulement du Parti Communiste de Russie, mais encore de la Russie Soviétiste, dénonçant le Gouvernement des Soviets aux masses ouvrières allemandes comme une mauvaise réédition du tsarisme. Les Ruhle et consorts poussèrent leur haine contre l'idée du Parti

révolutionnaire jusqu'à s'allier aux Dittmann et Cie pour combattre le soi-disant « despotisme » du Parti Communiste russe. Ils ont été dénoncés même par les éléments communistes d'Allemagne, qui étaient jusqu'à présent moralement d'accord avec eux, comme des contre-révolutionnaires. Mais cette évolution ne saurait être menée à bonne fin que si l'Internationale Communiste, dans toutes ses sections, saisit dans les événements de Cronstadt, dans la tactique de la contre-révolution russe, outre les traits spécifiquement russes, les leçons valables pour tous les pays.

Ce qu'il y a de spécifiquement russe dans ces événements, c'est que, premièrement, la couche prolétarienne est bien plus mince en Russie qu'en Occident ; deuxièmement, les couches petites-bourgeoises sont bien plus puissantes en Russie qu'en Angleterre ou en Allemagne, par conséquent leur influence sur la classe ouvrière est bien plus forte qu'elle ne le sera ailleurs, et pour cette raison, les oscillations petites-bourgeoises de la classe ouvrière sont bien plus grandes en Russie qu'en Europe. En Occident, la lutte sera bien plus difficile, parce que la bourgeoisie y est plus fortement organisée qu'elle n'était en Russie. Les difficultés du ravitaillement seront dix fois plus grandes qu'en Russie, et il y aura là-bas des situations où de larges masses ouvrières se montreront hésitantes, penseront même capituler devant la bourgeoisie, et où la dictature du prolétariat ne saurait se maintenir que comme la dictature, ferme comme l'acier, de son avant-garde communiste. Or, comme la déclaration des centristes, disant qu'ils sont pour la dictature, mais contre le terrorisme, signifie seulement que ces éléments ne sont pas disposés à lutter par tous les moyens pour la victoire des masses ouvrières, qu'ils sont prêts à lâcher et à trahir, dans toutes les situations difficiles, le cri de « Pour la dictature de toute la classe ouvrière contre la dictature du Parti Communiste », n'est qu'une preuve que ces éléments ne sont prêts à combattre que lorsque les couches les plus arriérées de la classe ouvrière seront aussi aux postes de combat, c'est-à-dire lorsque la lutte sera facile, qu'il ne sera plus nécessaire de verser son sang et de souffrir de la faim et du froid. Dans notre brochure, la *Dictature de la Classe ouvrière et la Dictature du Parti Communiste*, publiée pendant l'été de 1919, en réponse à Laufenberg et à Wolfheim, nous écrivions :

« Le Parti Communiste ne renoncera pas, après la conquête du pouvoir, à ses organes de combat. Il concentrera étroitement ses membres, les meilleurs représentants de la dictature ; il les consultera toujours sur la question de savoir quelles mesures il faudra prendre pour les organes du pouvoir. Le Parti Communiste marchera toujours à l'avant des masses et de leurs organisations pour assurer la dictature. Car la dictature du prolétariat ne sera pas conquise en une fois et pour toujours : jusqu'à la victoire définitive, elle devra être conquise et reconquise chaque jour. La masse ouvrière, aujourd'hui divisée en couches inégalement aptes à combattre, doit être animée de la ferme décision de lutter, au cours de la révolution en marche, pour que la dictature du prolétariat devienne possible. Mais cet esprit de combat est très relatif dans sa généralité. Certaines parties du prolétariat auront toujours, pendant l'organisation de la dictature du prolétariat, une attitude hostile ou tout au moins indifférente. Et la masse, qui jubilera le jour de la victoire, pourra bien hésiter les jours des grandes difficultés, des

défaites, et même désespérer de la victoire et songer à la capitulation.

La Révolution prolétarienne n'apporte pas un soulagement immédiat de la misère, et dans certaines circonstances, elle peut même entraîner une aggravation provisoire de la situation du prolétariat. Les adversaires du prolétariat profitent de cette situation pour réclamer le gouvernement des ouvriers par eux-mêmes ; c'est alors qu'il doit y avoir un Parti Communiste centralisé, puissant, disposant des moyens de gouvernement du prolétariat et décidé à conserver le pouvoir pendant un certain temps, même seulement comme Parti de la minorité révolutionnaire, en attendant que les conditions de la lutte s'améliorent et que le moral de la masse s'élève.

Naturellement, si la majorité de la classe ouvrière ne se laisse aller aux désillusions trompeuses qui lui font croire qu'elle pourrait vivre mieux, même dans les chaînes de l'esclavage capitaliste, qu'en combattant pour son affranchissement, et si cette majorité se manifeste dans une situation difficile, d'une manière active contre la dictature du prolétariat tombant constamment sur le dos du Parti Communiste, alors, certes, celui-ci ne pourrait conserver ses positions. Mais aussi longtemps que l'on peut espérer une amélioration de la situation, ce Parti doit se raidir pour garder ses positions. Alors, les conditions s'amélioreront, la classe ouvrière sera de nouveau derrière lui et il pourra mener le combat jusqu'à la victoire définitive. L'affranchissement de la classe ouvrière ne peut être que son œuvre propre, celle de la majorité combattante du prolétariat ; mais, dans sa lutte pour l'affranchissement, il peut y avoir des situations où la minorité révolutionnaire de la classe ouvrière doit prendre sur elle toute la charge du combat et où la dictature des ouvriers ne saurait se maintenir, provisoirement du moins, que comme la dictature du Parti Communiste. Et cette situation s'est présentée plus d'une fois en Russie. »

Nous sommes persuadé qu'à la lumière des événements de Cronstadt, les éléments communistes qui n'ont pas encore su apprécier le rôle du Parti pendant la révolution, apprendront enfin à estimer à leur valeur véritable ces explications, ainsi que la résolution du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste au sujet du rôle du Parti. On n'aurait pas assez profité de cet enseignement, qui nous prouve que le Parti du prolétariat a pu conserver le pouvoir en ses mains, alors que contre lui s'est soulevée la contre-révolution petite-bourgeoise même sous la forme du mécontentement des ouvriers s'il n'était retenu que par la Russie. Il faut se rendre compte que si le Parti Communiste ne saurait triompher finalement qu'appuyé sur la masse des travailleurs, il y aura cependant des situations en Occident où il faudra, pendant un certain temps, garder le pouvoir avec les seules forces de l'avant-garde. Il faut comprendre qu'en toutes circonstances, le Parti Communiste est l'âme de la révolution et qu'il constitue comme la clé de voûte de la dictature du prolétariat.

La lutte que mène à présent le Parti Communiste de Russie pour le renforcement de son influence sur les masses ouvrières non encore communistes, pour le réveil de l'initiative dans ces masses, apparaît comme le complément de sa ferme décision de conserver le pouvoir par tous les moyens. Et cette décision doit servir d'exemple aux Communistes des autres pays. Voilà le plus grand enseignement des événements de Cronstadt, leur enseignement international.

Karl RADEK.

Moscou, 1<sup>er</sup> avril 1921.

# Le lock-out des Mineurs DE GRANDE-BRETAGNE

Beaucoup de journaux de la classe ouvrière française continuent à parler de la *grève* des mineurs. Il n'y a pas de grève de mineurs dans ce pays. Il n'y a pas eu de grève de mineurs depuis le mois d'octobre de l'année dernière, lorsque les mineurs firent grève pour obtenir une petite augmentation de salaires. La grève se termina par un arrangement temporaire d'après lequel les salaires devaient être proportionnels au rendement, et tout ce qu'il était possible de faire devait être fait pour augmenter le rendement. Un projet de barème national (ayant pour but d'établir un taux uniforme de salaires à travers l'industrie minière de tout le pays devait être esquissé et le rapport devait en être présenté le 31 mars 1921.

Entre temps, en partie à cause d'une augmentation du rendement, en partie à cause du manque de débouchés pour le charbon britannique sur le marché étranger, dû aux grandes quantités de charbon allemand mis à présent à la disposition de la France, la situation de l'industrie minière en Grande-Bretagne empira beaucoup. Une offensive générale contre les salaires, un essai presque unanime chez les patrons de réduire les salaires au dessous du niveau atteint avant la guerre, et de briser le pouvoir de la classe ouvrière organisée, a depuis quelque temps été à l'ordre du jour. De même que la concurrence entre la Ruhr et le Pays de Galles avait pour but de baisser le niveau de vie des mineurs, si péniblement atteint par les mineurs de Grande-Bretagne, la concurrence illimitée entre les mineurs des différents districts de la Grande-Bretagne avait pour but de briser la solidarité de la Fédération des mineurs, la plus forte union industrielle de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi, au milieu du mois de février, il fut annoncé que le contrôle d'Etat sur l'industrie du charbon, qui avait été établi pendant la guerre, devait cesser le 31 mars. Le gouvernement avait exercé un contrôle sur l'industrie du charbon aussi longtemps que ce contrôle était profitable aux employeurs. Il décida d'y mettre fin dès qu'il pouvait être de quelque utilité aux mineurs pour les mettre à l'abri des résultats de la politique d'après-guerre des Alliés. Le décret décidant la levée du contrôle fut passé le 18 mars. Presque en même temps, les patrons donnèrent à tous les mineurs un congé qui devait expirer le 31 mars. Le contrat aux conditions anciennes devait cesser à cette date. Les mineurs étaient évidemment invités à contracter un nouvel engagement le 1<sup>er</sup> avril, mais selon des conditions différant beaucoup d'une mine à l'autre, et qui, en tout cas, impliquaient une énorme réduction de salaires. Lorsque l'on fait comprendre à des salariés qu'ils ne peuvent pas continuer à travailler aux conditions anciennes, l'arrêt de travail qui en résulte n'est pas une grève, mais un lock-out. Le fait que la belle solidarité des mineurs empêcha tout compromis local et fit du lock-out un lock-out national, ne fait pas du lock-out une grève. Maintenant, après quatre semaines et demie le gouvernement, dans ses proclamations, et beaucoup de journaux capitalistes dans leurs commentaires, ont cessé d'essayer de faire retomber toute la res-

ponsabilité sur les mineurs. Ils emploient des euphémismes comme : « the coal dispute » (la dispute du charbon) ou « the coal stoppage » (l'arrêt de l'industrie du charbon).

Quoi qu'il en soit, aucun des ouvriers qui comprennent vraiment en quoi consiste la crise internationale et nationale actuelle, aucun de ceux qui désirent mener jusqu'au bout la guerre des classes, ne désiraient voir les mineurs mener la lutte tout seuls. Dans une lettre précédente, nous avons parlé de la Triple Alliance comme comprenant 800.000 mineurs, 250.000 ouvriers du transport et 250.000 cheminots. Cette alliance ne fonctionna pas lorsqu'il s'agit de soutenir les cheminots pendant la grande grève de cheminots, en automne 1919. Mais à présent, alors que l'attaque des mineurs était si manifestement un prélude à une attaque contre les cheminots, attaque qui aura forcément lieu lorsque le gouvernement lèvera son contrôle sur les chemins de fer au mois d'août prochain, il semblait que l'Alliance dût enfin justifier son existence et fournir quelque fondement aux paroles révolutionnaires d'hommes comme Robert Williams, secrétaire de l'Union des Transports et peut-être la figure la plus remarquable du Comité de la Triple Alliance. La valeur de J.-H. Thomas, leader des cheminots et trésorier de la Triple Alliance, était connue. Menchevik typique, il devait évidemment faire tout ce qu'il était en son pouvoir de faire pour limiter la dispute et pour amener les ouvriers à faire des compromis avec les propriétaires et le gouvernement. Frank Hodges, le jeune homme qui succéda récemment à Robert Smillie, comme l'une des personnalités les plus en vue parmi les leaders des mineurs, était un élément incertain. Comme Thomas, il est le jouet de ces influences non conformistes (religieuses) qui ont fait de tels ravages dans le mouvement travailliste de Grande-Bretagne. Mais on croyait qu'on pouvait compter sur Robert Williams pour diriger la lutte d'une main sûre et ferme.

Pendant dix jours, on remit d'heure en heure le moment où les ouvriers du transport et les cheminots devaient se mettre en grève pour soutenir les mineurs, victimes du lock-out. Pendant que les négociations avec le gouvernement se poursuivaient, les mineurs furent poussés par leurs chefs à abandonner un de leurs points stratégiques les plus importants. Par une erreur de tactique de la part des propriétaires, les « hommes de sûreté », qui font fonctionner les pompes dans les mines, avaient reçu leur congé de même que les ouvriers qui manient la pioche et le pic. Dans les conflits précédents entre mineurs et patrons, les pompes avaient toujours continué à fonctionner, empêchant ainsi le bien des propriétaires d'être inondé, et les ouvriers de sûreté avaient donc été mis du côté des propriétaires. Cette fois, on fit valoir que les mines étaient une « propriété nationale » et que, comme telles, elles ne pouvaient pas être sabotées ; et c'est ainsi qu'on persuada les mineurs dans beaucoup de districts qu'ils devaient permettre aux « ouvriers de sûreté » de retourner à leur travail aux salaires anciens, en attendant qu'un arrangement général ait pu se faire.

Le gouvernement, jouant à l'impartialité et si-

mulant le désir de sauver l'intérêt général, faisait usage, dans la plus large mesure, du nouvel « Emergency Powers Act (loi permettant de créer un état d'urgence) appelant les réserves et profitant de la crise du chômage et des craintes de la classe moyenne pour enrôler une grande quantité de volontaires, qui devaient marcher contre la Triple Alliance au cas où la grève serait déclarée. Finalement, la grève fut décidée pour vendredi 15 avril, à 10 heures du soir. Le moral du simple ouvrier était excellent et il n'y a aucun doute qu'après un jour ou deux la grève eût été générale. Un arrêt, aussi universel du travail, une aussi complète faillite du capitalisme mis dans l'impossibilité d'agir et la croissante importance des responsabilités politiques prises par des corps qui étaient nés simplement comme comités de grève, promettaient d'être la méthode que suivra la révolution sociale dans ce pays. Ce fut précisément ce qui effraya les leaders, les leaders des ouvriers autant que les leaders du pays. Il est difficile de dire de quel côté la peur fut la plus grande. Il y a de bonnes raisons de croire que le gouvernement et les propriétaires avaient déjà décidé de capituler, lorsque la Triple Alliance céda ignominieusement le vendredi soir.

Un jour ou deux avant, dans des pourparlers avec l'autre partie de la Chambre des Communes,

Frank Hodges, perdant pied peu à peu, vaincu par la fatigue, les belles paroles et les tirades sur le bien général, avait cédé — temporairement du moins — sur les points les plus essentiels des revendications des mineurs, à savoir que tout arrangement, quel qu'il fût, devait être fait sur une base nationale, qu'il ne devait pas y avoir de différence dans le taux des salaires entre les différentes régions, qu'il devait y avoir un taux national de salaire et un « pool » national (concentration des bénéfices). La Commission exécutive de la Fédération des mineurs refusa d'accepter les concessions faites par Hodges. Ce conflit entre la Commission exécutive des mineurs et le secrétaire des mineurs, ces concessions, qui n'auraient jamais dû être faites, même en paroles, furent l'excuse dont se servit la Triple Alliance pour décommander la grève à la dernière minute.

Le *Daily Herald* parle de ce revers temporaire comme de la plus grande défaite jamais subie par le mouvement travailliste. Il se trompe. Une organisation désespérément inefficace a failli. La Fédération des mineurs est sortie de la Triple Alliance, mais les mineurs restent fermes. La séparation d'entre les rouges et les roses n'en est devenue que plus claire. Robert Williams a été expulsé du Parti Communiste.

Eden et Cedar PAUL.

## La Conférence Internationale des Femmes Communistes

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, d'accord avec le Secrétariat international pour la propagande communiste parmi les femmes, a décidé de convoquer la deuxième conférence internationale des femmes communistes.

Cette conférence a pour but :

a) d'intensifier la propagande communiste parmi le prolétariat féminin du monde entier ;

b) de préciser les méthodes les meilleures à employer à cet effet ;

c) de faire comprendre au prolétariat féminin, si cruellement éprouvé par le chômage et le désordre économique résultant du régime capitaliste et de la guerre impérialiste, que seule la dictature du prolétariat pourra conduire l'humanité au communisme où elle trouvera la fin de toutes ses souffrances ;

d) de créer pour le mouvement mondial des femmes communistes un centre qui s'inspirera des méthodes d'action du parti communiste russe dont le succès dans les milieux féminins a été assez grand pour grouper autour de nos sections communistes, outre leurs adhérentes, 400.000 ouvrières et paysannes sans-parti. Ce résultat a pu être atteint grâce à l'action des sections spéciales de propagande auprès des femmes constituées auprès de chaque comité du parti.

La première conférence internationale des femmes communistes, tenue à Moscou l'année dernière au mois de juillet, en même temps que le deuxième Congrès de la Troisième Internationale, n'a pu que jeter les premières bases de l'œuvre qui lui

incombe. En effet, l'organisation féminine communiste était loin d'avoir atteint l'ampleur qu'elle a prise depuis cette époque. Elle n'était représentée, dans la plupart des pays, que par des petits groupements d'une influence limitée. Or, il est bien évident que de tous les partis politiques, le parti communiste est le seul dont les femmes puissent attendre un concours sincère et complet dans la lutte pour leur émancipation. Le mouvement féminin ne se développera donc que dans la mesure où le parti communiste étendra son action propre.

Si élémentaire que soit cette vérité, elle n'est pas encore comprise par toutes les femmes. Certaines de nos sœurs s'attardent dans les rangs du féminisme bourgeois ou des socialistes de droite demeurés dans la 2<sup>e</sup> Internationale. Cela tient surtout à ce que le Secrétariat international pour la propagande communiste parmi les femmes, dont la création en principe avait été décidée à la conférence de juillet 1920, n'a commencé à fonctionner réellement qu'en novembre dernier et que jusqu'à ce jour son action, entravée par diverses causes, n'a pu avoir toute l'énergie nécessaire. L'une des principales entraves apportées à notre action internationale est la prolongation du blocus de la Russie et même de l'Allemagne par les puissances occidentales, ce qui rendait les relations difficiles et souvent presque impossibles.

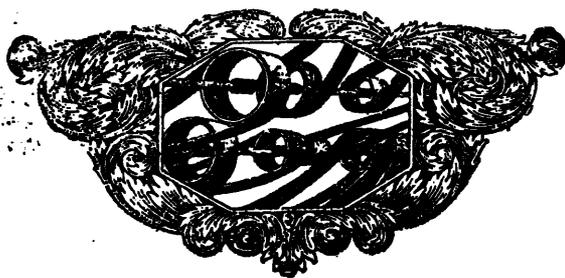
A la veille de notre deuxième conférence, les circonstances sont heureusement beaucoup plus favorables.

Nous avons dans les principaux pays d'Occident

des partis communistes fortement organisés et dont l'importance ne cesse de s'accroître. Ils ont déjà commencé leur action parmi les femmes. Nous assistons à l'éclosion de nouvelles feuilles féminines. La force grandissante de l'Internationale a rompu le réseau tendu par le blocus autour de la Russie, et les traités de paix conclus récemment avec diverses puissances nous donnent des moyens d'communication qui s'étendent peu à peu au monde entier. D'autre part, l'héroïsme de l'armée rouge a eu raison des agressions dirigées contre la Russie Soviétique, et les questions économiques et sociales, laissées en suspens pendant la guerre, se posent aujourd'hui avec toute leur acuité. L'affermissement et le développement des institutions soviétistes en Russie exigent plus que jamais le concours fraternel de tout le prolétariat international, et c'est ce, dont les femmes, qui sont les principales victimes de l'exploitation capitaliste, doivent se pénétrer profondément.

Les résultats de la propagande communiste en Orient ne sont pas moins encourageants. Partout ces peuples, courbés sous une oppression séculaire aggravée par l'exploitation capitaliste moderne, se tournent vers la Russie des Soviets en qui ils mettent tous leurs espoirs. Et ce mouvement est si fort que les femmes musulmanes elles-mêmes, si longtemps tenues en dehors de toute vie sociale, viennent y prendre part ainsi que l'a manifesté le récent congrès des femmes de l'Orient tenu à Moscou au commencement de ce mois. L'ensemble de ces circonstances permet donc d'espérer que la 2<sup>e</sup> conférence internationale des femmes, qui se réunira à Moscou quelques jours avant le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, sera plus suivie que la première, que ses travaux seront plus importants et ses décisions plus efficaces et qu'enfin elle ouvrira dans la propagande et l'organisation une ère féconde d'activité qui contribuera largement au triomphe définitif du Communisme.

Ludmilla STAL.



**LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME**

(Le Communisme de Gauche)

Par N. LÉNINE

Un volume, in-16 Jésus ..... 4 fr.  
Franco ..... 4 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.



**Bibliothèque**

**Communiste**

**PARIS**

**123, rue Montmartre**

A. GLEBOV. — *Les Syndicats russes et la Révolution* (préface de Boris Souvarine)..... 0 50  
 KERTJENZEV. — *Les Alliés et la Russie*..... 3 »  
 ALEXANDRA KOLLONTAI. — *La Famille et l'Etat Communiste* ..... 0 40  
 LÉNINE. — *La maladie infantile du Communisme* 4 »  
 LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne*..... 4 »  
 LÉNINE. — *Lettre aux ouvriers américains*..... 0 25  
 LÉNINE. — *Les Bolcheviks et les Paysans*..... 0 40  
 S. J. RUTGERS. — *En Russie Soviétique*..... 0 75  
 BORIS SOUVARINE. — *La 3<sup>e</sup> Internationale*..... épuisé  
 BORIS SOUVARINE. — *Eloge des Bolcheviks*..... épuisé  
 TROTSKY. — *Terrorisme et Communisme*..... 7 »  
 TROTSKY. — *Le Terrorisme*..... épuisé  
 TROTSKY. — *Les Soviets et l'Impérialisme mondial* ..... épuisé  
 TROTSKY. — *La Commune de Paris et la Russie des Soviets* ..... 0 60  
 CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne* ..... 0 75  
 \*\*\* *Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)* ..... 0 60

**Bulletin Communiste**

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

**PARAISANT LE JEUDI**

Le Numéro : 50 centimes

**ABONNEMENTS :**

	France	Étranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté par des ouvriers payés au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>).  
Georges Dangon, imprimeur